

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL  
2008**

**DUC S.A.**

# **SOMMAIRE**

<b>DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL</b>	<b>2</b>
<b>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE</b>	<b>3</b>
<b>COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES</b>	<b>7</b>
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2008</b>	<b>40</b>

## **DECLARATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT SEMESTRIEL**

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de DUC S.A. et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 3 et suivantes présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Chailley, le 29 août 2008

**Joël MARCHAND**  
Directeur Général

**François GONTIER**  
Président du Conseil d'Administration

## **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE**

### **RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2008**

#### **FAITS MARQUANTS**

DUC a enregistré un chiffre d'affaires de 103,12 M€ au premier semestre 2008, en hausse de 30,14 % par rapport à celui du 1<sup>er</sup> semestre 2007, notamment dû à l'acquisition de nouveaux clients et au développement de la gamme de produits panés.

Le Groupe affiche ainsi une augmentation notable de son chiffre d'affaires, malgré une baisse de la consommation de poulet et de dinde et la très forte augmentation des matières premières (en particulier les céréales et le soja), et le ralentissement du pouvoir d'achat.

Le résultat opérationnel semestriel s'établit à (2.840) K€. Le résultat net s'élève, quant à lui, à (3.210) K€.

Le secteur de la grande distribution reste fortement majoritaire à environ 42 M€.

En volume, la commercialisation des produits finis représente près de 25.500 T sur le semestre avec 17.000 T consacrées à la famille poulet (entiers + découpés).

Parallèlement, le prix des matières premières a continué son augmentation et s'est, depuis le début de l'année, cumulé au ralentissement de la consommation du fait de la baisse du pouvoir d'achat.

La situation comptable et administrative laissée par les anciens propriétaires de la Société COBRAL, spécialisée dans les produits traiteurs, s'est révélée délicate. La remise en ordre a nécessité le déploiement de beaucoup de moyens au cours des premiers mois.

Nous avons en premier lieu assis un management efficace, puis nous nous attachons à redynamiser le commerce qui reste, malgré tout, le point faible notable à ce jour.

Différents contacts ont été pris avec des industriels afin de mettre en place des partenariats qui sont actuellement à l'étude.

La reprise du site de Plumelin, en janvier, s'est, quant à elle, faite dans un contexte de baisse sensible de la consommation de volaille.

Le 1<sup>er</sup> semestre a été plutôt satisfaisant en termes de volume d'activité. Cependant, l'augmentation des coûts matières n'a pu être répercutée sur les clients RHF avec lesquels les contrats conclus pour une période déterminée ne sont pas modifiables en cours d'exécution. La rentabilité du site en a été pénalisée.

#### **EVOLUTION DU SECOND SEMESTRE**

La situation du marché devrait rester délicate pour la seconde partie de l'exercice.

Par conséquent, nous avons mis en place un plan d'économie qui doit nous permettre de rétablir la situation au plus vite.

## **RESULTATS**

### **Activité et résultats consolidés - présentation IFRS (en milliers d'euros)**

Les comptes consolidés du groupe publiés au titre de l'exercice 2008 sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards adoptées au niveau européen et à leurs interprétations.

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2008 au 30/06/2008 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34.

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels 2007.

<i>(en millions d'euros)</i>	2008		2007	Variation en %	
	Périmètre actuel	Périmètre comparable		Périmètre actuel	Périmètre comparable
<i>Premier trimestre</i>	49,90	44,12	39,49	+26,36%	+11,72%
<i>Deuxième trimestre</i>	53,22	47,96	39,75	+33,89%	+20,65%
Premier semestre	103,12	92,08	79,24	+30,14%	+16,21%

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2008 est en hausse de 30,14 %, à périmètre actuel par rapport à celui du 1<sup>er</sup> semestre 2007, ce qui correspond à une hausse de 16,21 % à périmètre comparable.

<i>(en K€)</i>	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
<b>Chiffre d'affaires</b>	103.121	79.228	167.369
<b>Résultat opérationnel courant</b>	(2.955)	577	4.784
<b>Résultat opérationnel</b>	(2.840)	577	4.784
<b>Résultat net</b>	(3.210)	171	3.942
<b>Résultat net part du Groupe</b>	(3.053)	241	4.095
<b>Résultat net par action</b>	(1,73)	0,23	2,36

Les comptes semestriels consolidés font apparaître un résultat opérationnel courant négatif à hauteur de (2.955) K€, contre un résultat positif à hauteur de 577 K€ au 30 juin 2007.

Le résultat net s'établit, quant à lui, à (3.210) K€, contre 171 K€ au premier semestre 2007, compte tenu de l'augmentation de l'ensemble des postes de charges du fait des acquisitions réalisées par le Groupe depuis la fin de l'exercice 2007 et de la hausse des matières premières, et ce malgré l'évolution notable du chiffre d'affaires semestriel.

### **Activité et résultats de DUC - société mère (en milliers d'euros)**

Au cours du premier semestre 2008, DUC société-mère a réalisé un chiffre d'affaires de 89.255 K€, soit une hausse de plus de 11,3% par rapport au premier semestre 2007, qui correspond notamment à l'impact de la reprise et de l'optimisation des sites bretons.

## Réalisation des investissements (en K€)

SITES	Budget 2008	Engagés au 30/06/2008
SCEA de Varennes	61	38
Nutri-Bourgogne	437	291
Charolles Accoupage (Charolles)	814	159
Drôme Accoupage (Crest)	59	10
Duc St Bazély	694	118
Duc Chailley	2.186	654
Siège	640	195
Riec	1.422	201
Plumelin	5.636 <sup>(1)</sup>	3.659 <sup>(1)</sup>
<b>TOTAL</b>	<b>11.950</b>	<b>5.321</b>

(1) Incluant le prix d'acquisition du site de Plumelin

## TENDANCES ET PERSPECTIVES

L'apport du site de Gouaix au second semestre et les accords signés avec le Groupe BONGRAIN auront pour objectif de nous permettre de consolider nos positions sur les panés frais et de développer rapidement notre activité de produits élaborés à base de poulet.

Ainsi, DUC continuera d'exploiter une partie de l'activité historique du site (panés à base de fromage) en tant que prestataire pour BONGRAIN et acquerra la marque « Menu Fromage ». Cette acquisition, qui doit être entérinée par l'Assemblée Générale devant se tenir le 1<sup>er</sup> septembre prochain, permettra au Groupe DUC de contribuer à son objectif de croissance raisonnée de son chiffre d'affaires.

Nous continuons à nous désengager progressivement de la Société DIALZO, dont la production n'est plus essentielle à notre activité. Notre participation devrait passer sous les 34% avant fin 2008.

Le marché bulgare s'est avéré assez chargé au cours du premier semestre et il a été difficile d'élargir le portefeuille clients. Nous avons commencé à observer le marché Roumain tout proche et espérons y commercialiser nos premiers poulets dans quelques mois.

Enfin, concernant le développement du Groupe en Europe, nous sommes en discussion avec la plus grosse structure d'abattage de Bulgarie (AMETA) afin de mettre en place un partenariat qui permettrait à DUC de maîtriser toute la filière de production dans ce pays.

## **REPARTITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2008**

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital
Financière Duc	807 797	44,81
Verneuil Participations	402 793	22,35
Verneuil et associés	157	0,01
<i>Sous-total Groupe Verneuil</i>	<i>1 210 747</i>	<i>67,17</i>
CECAB	313 333	17,38
Public	191 161	10,60
CAFO	40 000	2,22
Auto-détention	47 447	2,63
<b>TOTAL</b>	<b>1 802 688</b>	<b>100,00</b>

La répartition du capital de la Société n'a pas connu d'évolution notable depuis le 31 décembre 2007.

### **PARTIES LIEES**

Aucune évolution significative n'a été enregistrée par rapport au 31 décembre 2007. La convention de trésorerie conclue entre DUC et VERNEUIL PARTICIPATIONS telle que décrite dans le rapport annuel 2007 (déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 juin 2008) demeure inchangée.

### **PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE**

Aucune évolution significative n'a été enregistrée par rapport aux risques et incertitudes décrits dans le rapport de gestion du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 (« 3.8.5. Risques de marché », pages 42 et suivantes du rapport annuel 2007 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 juin 2008).

**Le Conseil d'Administration**

COMPTES CONSOLIDES  
A - Compte de résultat consolidé

**COMPTE DE RESULTAT par nature**

Données en K€

	<i>Notes</i>	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	3.1,23	103 121	79 228	167 369
Autres produits de l'activité				
Achats consommés	24	(59 973)	(40 163)	(86 630)
Charges de personnel	28	(17 709)	(13 477)	(27 506)
Charges externes	25	(27 436)	(23 477)	(49 022)
Impôts et taxes		(2 172)	(1 697)	(3 364)
Dotations aux amortissements	26	(2 283)	(1 286)	(2 603)
Dotations et reprises de provisions	27	(373)	(751)	(459)
Variation des actifs biologiques et des stocks de produits finis	3.12	3 461	2 010	2 578
Autres produits et charges d'exploitation	29	409	190	4 421
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>(2 955)</b>	<b>577</b>	<b>4 784</b>
Autres produits et charges opérationnels	4.2	115		
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	3.2	<b>(2 840)</b>	<b>577</b>	<b>4 784</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		31	17	86
Coût de l'endettement financier brut	30	614	412	929
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>		<b>583</b>	<b>395</b>	<b>843</b>
Autres produits et charges financiers		88	(6)	
Charge / Produit d'impôt	31	125	(5)	1
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence				
<b>RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION</b>		<b>(3 210)</b>	<b>171</b>	<b>3 942</b>
Résultat net d'impôt provenant des activités arrêtées ou en cours de cession				
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>(3 210)</b>	<b>171</b>	<b>3 942</b>
Part du groupe		(3 053)	241	4 095
Intérêts minoritaires		(157)	(70)	(153)
<b>Résultat net de base par action (en euros)</b>	32	<b>(1.73)</b>	<b>0.23</b>	<b>2.36</b>
<b>Résultat net dilué par action (en euros)</b>	32	<b>(1.73)</b>	<b>0.23</b>	<b>2.36</b>

## B - Bilan consolidé

<b>BILAN - IFRS -</b>				
Données en K€				
<b>ACTIF</b>	<b>Notes</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
<b>ACTIFS NON-COURANTS</b>				
Goodwill				3 656
Immobilisations incorporelles	3.5, 5	218	117	137
Immobilisations corporelles	3.6, 6	37 811	25 745	29 916
Immeubles de placement	3.7, 7	175		32
Participations entreprises associées				
Titres disponibles à la vente				
Autres actifs non courants	10	2 747	3 855	3 575
Actifs d'impôts différés	3.22, 11			
Actifs non courants destinés à être cédés	3.11,8			
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>40 951</b>	<b>29 717</b>	<b>37 316</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>				
Actifs biologiques	3.12, 12	6 282	5 533	5 938
Stocks	3.13, 13	12 833	6 200	9 619
Clients et comptes rattachés	14	23 222	20 434	20 753
Autres actifs courants	14	6 051	7 607	5 550
Actif d'impôt exigible	11			
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.15, 15	1 626	3 895	1 882
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>		<b>50 014</b>	<b>43 669</b>	<b>43 742</b>
Actifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés	16	2 893	2 818	3 371
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>93 858</b>	<b>76 204</b>	<b>84 429</b>
<b>PASSIF</b>				
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital émis	17.1	16 765	16 765	16 765
Autres réserves	17.2	3 029	(1 096)	(1 059)
Titres en auto-contrôle	3.16	(838)	(451)	(931)
Résultat de l'exercice		(3 053)	241	4 095
Capitaux propres part du groupe		15 903	15 459	18 870
Interêts minoritaires		575	644	654
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>16 478</b>	<b>16 103</b>	<b>19 524</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>				
Provisions à long terme	18	2 237	2 324	2 069
Emprunts et dettes financières à long terme	19	6 578	61	2 510
Passif d'impôts non courants	3.22, 11	186		
Autres passifs non courants	19	330	4 429	630
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>9 331</b>	<b>6 814</b>	<b>5 209</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>				
Provisions à court terme	18	244	21	619
Emprunts à court terme	19	23 293	18 527	16 948
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	19	1 280	344	854
Fournisseurs et autres crédateurs		24 655	20 584	23 833
Passif d'impôt courants		34	35	25
Autres passifs courants	20	16 540	12 294	15 240
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>		<b>66 046</b>	<b>51 805</b>	<b>57 519</b>
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés	16	2 003	1 482	2 177
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>93 858</b>	<b>76 204</b>	<b>84 429</b>

## C - Tableau des flux de trésorerie consolidés

### TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES - IFRS

Données en K€

	Notes	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>		-3 210	171	3 942
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :				
- Amortissements et provisions		2 006	830	1 455
- Variation des impôts différés	11, 31	-125		
- Plus-values de cession		-497	-31	-197
- Badwill COBRAL et COBRAL LACHEZE		-115		
- Résultat de la société DIALZO destinée à être cédée	16	304	106	248
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		<b>-1 637</b>	<b>1 076</b>	<b>5 448</b>
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence				
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	21	-4 395	-10 093	-7 245
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>-6 032</b>	<b>-9 017</b>	<b>-1 797</b>
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	5	-120	-43	-49
Acquisition d'immobilisations corporelles	6	-4 979	-3 141	-3 973
Acquisition d'immobilisations financières	10	-52	-1 517	-1 401
Emission de prêts			-500	
Remboursement de prêts		35	43	44
Cession d'immobilisations		1 516	16	212
Incidence des variations de périmètre	4.2	170	75	-3 243
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-3 430</b>	<b>-5 067</b>	<b>-8 410</b>
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :				
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		2	7 595	7 582
Variation de titres en auto-contrôle		93		-480
Emissions d'emprunts		3 516	175	140
Remboursements d'emprunts		-450	-296	-368
Variation des comptes courants long terme		-300	-1 675	-5 475
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>2 861</b>	<b>5 799</b>	<b>1 399</b>
Incidence des variations de cours des devises				
<b>Variations de trésorerie</b>		<b>-6 601</b>	<b>-8 285</b>	<b>-8 808</b>
Trésorerie d'ouverture	15.2	-15 066	-6 258	-6 258
Trésorerie de clôture	15.2	-21 667	-14 543	-15 066

## D - Variation des capitaux propres consolidés

	Nombre de titres	Capital	Primes	Réserves consolidées	Titres en autocontrôle	Total Capitaux propres part du Groupe IFRS	Intérêts minoritaires IFRS	CAPITAUX PROPRES IFRS
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/06</b>	1 296 022	12 053	4 021	-8 000	-451	7 623	679	8 302
Augmentation de capital	506 666	4 712	2 883			7 595		7 595
Résultat du 1er semestre				241		241	-70	171
Variation de périmètre							35	35
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/07</b>	1 802 688	16 765	6 904	-7 759	-451	15 459	644	16 103
Augmentation de capital			-13			-13		-13
Résultat du 2ème semestre				3 854		3 854	-83	3 771
Variation de périmètre							93	93
Reclassement des intérêts minoritaires débiteurs				-34		-34		-34
Réévaluation des terrains				84		84		84
Autres					-480	-480		-480
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/07</b>	1 802 688	16 765	6 891	-3 855	-931	18 870	654	19 524
Résultat du 1er semestre				-3 053		-3 053	-157	-3 210
Variation de périmètre							78	
Autres				-7	93	86		86
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/08</b>	1 802 688	16 765	6 891	-6 915	-838	15 903	575	16 478

## **E - NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2008**

**Notes annexes aux états financiers semestriels consolidés au 30 juin 2008**  
(en milliers d'euros sauf indication différente)

### **1. PRINCIPES COMPTABLES**

#### **1.1. Informations générales**

La société Duc a été constituée le 25 août 1972 sous la forme à responsabilité limitée puis a été transformée le 30 décembre 1978 en société anonyme de droit français à conseil d'administration. La durée de la société a été fixée à 30 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et a été prorogée de 30 années par l'assemblée générale extraordinaire du 19 août 1996 et expirera le 7 octobre 2032 sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux statuts. Le siège social est situé à Chailley (89770), Grande rue. La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Joigny sous le numéro 722 621 166.

L'action Duc est cotée sur l'Eurolist d'Euronext Paris - compartiment C depuis 1998.

La société Duc, mère du groupe, est non seulement une société holding, mais elle exerce également des activités économiques propres puisque Duc exploite deux couvoirs ainsi que deux unités d'abattage, découpe et conditionnement de volailles.

Duc maîtrise en effet l'ensemble des paramètres de sa production, depuis la fabrication de l'aliment destiné à ses volailles jusqu'au conditionnement et la commercialisation en passant par la reproduction, l'accoupage, l'élevage, l'abattage et la transformation.

Spécialiste de la volaille de qualité, Duc propose une gamme complète et variée de produits label rouge, certifiés et standards obéissant tous aux critères d'une filière réputée pour son exigence. Duc commercialise les espèces de volailles poulet et dinde, en entier et en découpe. Sa gamme est complétée avec des produits festifs (chapon et dinde entière) pour la période de Noël et « Les Estivales », produits pour le barbecue composés de brochettes et produits épicés, produits « service » avec Facil'Découpe (poulet prédécoupé) et Facil'Cuisson (poulet déjà assaisonné et pratique à cuire). Duc adapte également ses gammes pour répondre aux évolutions du marché et confirmer sa présence sur tous les créneaux de consommation avec le développement des produits standards « 100 % végétal » et halal (abattage selon le rite musulman).

#### **1.2. Faits majeurs de la période**

##### **1.2.1. Le marché**

Dès le début de l'année, nous avons été confrontés à un environnement de marché difficile caractérisé par une baisse de la consommation des produits de volaille qui se situe, sur le semestre, entre -3 et -8% selon les espèces (source TNS).

Afin de minimiser l'impact de cette baisse de consommation, le Groupe a dû consentir des efforts commerciaux conséquents afin d'écouler les volailles mises en élevage. Ces actions, cumulées aux hausses sensibles mais continues de matières premières, ont porté atteinte à nos marges brutes.

Par ailleurs, l'espèce dinde a particulièrement souffert au cours du 1<sup>er</sup> semestre avec une augmentation de son coût de revient vif qui a été beaucoup plus forte que le poulet.

Globalement, sur la période, en termes de consommation, le contexte a été favorable aux produits peu chers. Ainsi, panés surgelés et viande rouge se sont beaucoup plus vendus que les produits nobles.

### **1.2.2. Les acquisitions d'actifs**

**PLUMELIN** : la reprise du site en janvier s'est faite dans un contexte de baisse sensible de la consommation de volaille.

Le 1<sup>er</sup> semestre a été plutôt satisfaisant en termes de volume d'activité. Cependant, l'augmentation des coûts matières n'a pu être répercutée sur les clients RHF avec lesquels les contrats conclus pour une période déterminée ne sont pas modifiables en cours d'exécution. La rentabilité du site en a été pénalisée.

### **1.3. Perspectives d'avenir**

La situation du marché devrait rester délicate pour la seconde partie de l'exercice.

Par conséquent, nous avons mis en place un plan d'économie qui doit nous permettre de rétablir la situation au plus vite.

L'apport du site de Gouaix prévu au second semestre et les accords signés avec le Groupe BONGRAIN auront pour objectif de nous permettre de consolider nos positions sur les panés frais et de développer rapidement notre activité de produits élaborés à base de poulet.

Ainsi, DUC continuera d'exploiter une partie de l'activité historique du site (panés à base de fromage) en tant que prestataire pour BONGRAIN et acquerra la marque « Menu Fromage ». Nous continuons à nous désengager progressivement de la Société DIALZO, dont la production n'est plus essentielle à notre activité. Notre participation devrait passer sous les 34% avant fin 2008.

Enfin, concernant le développement du Groupe en Europe, nous sommes en discussion avec la plus grosse structure d'abattage de Bulgarie (AMETA) afin de mettre en place un partenariat qui permettrait à DUC de maîtriser toute la filière de production dans ce pays. Le marché s'est avéré assez chargé au cours du premier semestre et il a été difficile d'élargir le portefeuille clients. Nous avons commencé à observer le marché Roumain tout proche et espérons y commercialiser nos premiers poulets dans quelques mois.

### **1.4. Participations**

Au cours du premier semestre 2007, DUC a cédé 6.39% de ses actions détenues dans la société DIALZO, société cotée au marché libre, qui est spécialisée dans la production d'aliments pour animaux et notamment d'aliments pour volailles. DUC détient donc 39.80% du capital de cette société anonyme dont le siège est à Vergt en Dordogne.

Nous prévoyons de poursuivre la cession progressive de cette participation au cours du deuxième semestre 2008.

Compte tenu de l'évolution, cette structure sera probablement mise en équivalence au 31 décembre 2008, produisant des effets sur le chiffre d'affaires et le résultat du Groupe.

### 1.5. Répartition du capital au 30/06/2008

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital
Financière Duc	807 797	44.81
Verneuil Participations	402 793	22.35
Verneuil et associés	157	0.01
<i>Sous-total Groupe Verneuil</i>	<i>1 210 747</i>	<i>67.17</i>
CECAB	313 333	17.38
Public	191 161	10.60
CAFO	40 000	2.22
Auto-détention	47 447	2.63
<b>TOTAL</b>	<b>1 802 688</b>	<b>100.00</b>

Le Groupe DUC fait partie du périmètre de consolidation du Groupe Verneuil. François GONTIER, Président du conseil d'administration, et Frédéric DOULCET, administrateur de DUC, sont également dirigeants du Groupe Verneuil.

### 1.6. Principes généraux

Les comptes consolidés condensés du groupe publiés au titre de l'exercice 2008 sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards adoptées au niveau européen et à leurs interprétations.

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2008 au 30/06/2008 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34.

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels 2007.

### 1.7. Présentation des états financiers consolidés

Les comptes consolidés comprennent ceux de Duc ainsi que ceux de ses sociétés affiliées. Cet ensemble forme le Groupe. La liste des principales sociétés figure dans la note 4.3 Périmètre de consolidation.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur base du coût historique à l'exception :

- des investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente qui sont enregistrés à leur juste valeur ;
- des actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture et qui sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert ;
- des terrains évalués à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants à l'exception des actifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes à l'exception des passifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

## **2. MODALITES DE CONSOLIDATION**

### **2.1. Estimations de la Direction**

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information financière relative aux actifs et passifs éventuels à la date d'arrêté des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des impôts différés, de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres de participation et des provisions.

### **2.2. Règles de consolidation**

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un autre Groupe sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure à 20%, sont consolidées par mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement et dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle.

### **2.3. Principe d'arrêté des comptes**

Toutes les sociétés du Groupe ont un exercice annuel qui commence le 1er janvier et se clôt le 31 décembre. Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes intermédiaires, établis au 30 juin 2008.

### **2.4. Elimination des opérations et comptes réciproques**

Toutes les opérations et comptes réciproques ainsi que les profits latents résultant de transactions intragroupe font l'objet d'une élimination dans les comptes consolidés.

Les pertes latentes résultant de transactions intragroupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées et des coentreprises, sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

### **2.5. Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des entreprises étrangères**

La filiale Bulgare étant une filiale autonome, la conversion de la monnaie de fonctionnement dans laquelle sont établis ses comptes à l'euro est réalisée selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période ;
- les écarts de conversion constatés sont portés pour la part revenant à l'entreprise consolidante dans ses capitaux propres au poste « Ecart de conversion » et pour la part des tiers au poste « Intérêts minoritaires ».

### **2.6. Regroupements d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par les IFRS. La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale à la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en goodwill.

Lorsque le Groupe prend le contrôle d'une entreprise en une seule opération, la part des actifs et des passifs revenant aux minoritaires est également comptabilisée à sa juste valeur.

Lorsque le Groupe acquiert ultérieurement des actifs et des passifs auprès des minoritaires d'une entité contrôlée, aucun ajustement complémentaire lié à la réévaluation à la juste valeur de ceux-ci n'est comptabilisé. L'écart entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des actifs et passifs est comptabilisé en goodwill.

Quand la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, le Groupe comptabilise le regroupement en utilisant ces valeurs provisoires. Les

ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale se font dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

### **3. METHODES ET REGLES D'EVALUATION**

#### **3.1. Reconnaissance du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires se compose de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intragroupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires.

#### **3.2. Résultat opérationnel**

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les autres produits et charges opérationnelles sont les produits ou les charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

#### **3.3. Produits et charges financiers**

Les produits et charges financiers comprennent :

- les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des autres passifs financiers (y compris dette sur contrat de location financement) et de la trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- les autres frais payés aux banques sur les opérations financières ;
- les dividendes reçus des participations non consolidées ;
- le résultat de change sur opérations financières.

#### **3.4. Résultats par action**

Les résultats par action sont calculés conformément à la norme IAS 33.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Comme il n'existe pas d'instrument donnant droit à un accès différé au capital de Duc, le résultat net dilué par action est identique au résultat de base par action.

### 3.5. Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles, un actif est enregistré à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des éléments amortissables, tels que les logiciels, et des droits au bail.

Les principales durées d'utilité retenues sont :

Concessions, brevets, licences	2 à 8 ans linéaire
Droit au bail	1 à 10 ans linéaire
Autres immobilisations incorporelles	1 à 10 ans linéaire

#### *Cas particulier des frais de recherche et développement*

Le Groupe a pour ambition d'améliorer ses processus de fabrication, de maintenir la qualité de ses produits et de répondre aux besoins présents et futurs de sa clientèle. Pour atteindre ces objectifs, il instaure périodiquement des programmes de recherche et développement. Dans le cadre des activités du Groupe, les coûts engagés sont généralement considérés comme des coûts de recherche comptabilisés en charges conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles.

### 3.6. Immobilisations corporelles

#### 3.6.1. Généralités

Conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan de la manière suivante :

- Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.
- Les terrains sont comptabilisés conformément à la méthode de la réévaluation, soit à leur montant réévalué (à savoir leur juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des pertes de valeur ultérieures). La juste valeur des terrains est déterminée sur la base d'une évaluation à dire d'expert effectuée par des évaluateurs professionnels qualifiés.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les subventions liées à des actifs sont présentées au bilan en produits différés qui sont comptabilisés en produits sur une base systématique et rationnelle sur la durée d'utilité de l'actif.

Les actifs sont ventilés par composants, chacun ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs. Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation sont comptabilisés sur une base prospective.

Généralement, les valeurs résiduelles sont nulles.

#### 3.6.2. Amortissements des immobilisations corporelles

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant les méthodes linéaire ou dégressive.

Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Constructions	5 à 67 ans linéaire
Installations et agencements	3 à 50 ans linéaire
Matériel et outillage	3 à 50 ans linéaire, 4 à 15 ans dégressif
Matériel de transport	2 à 4 ans linéaire
Autres immobilisations corporelles	3 à 20 ans linéaire

### **3.6.3. Dépenses ultérieures**

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct et l'actif remplacé est éliminé.

Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

## **3.7. Immeubles de placement**

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain ou bâtiment - ou partie d'un bâtiment - ou les deux) détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital apporté ou les deux, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Le Groupe a choisi de comptabiliser ultérieurement à leur acquisition les immeubles de placement selon la méthode du coût amorti, soit à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, conformément au modèle décrit dans la norme IAS 16 – Immobilisations corporelles, paragraphe 30.

Les principales durées d'utilité retenues sont 20 ans et 35 ans.

Les immeubles de placement sont amortis linéairement.

## **3.8. Contrats de location**

Conformément à la norme IAS 17 - Contrats de location, les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'évaluation des contrats de location sont fondés sur :

- le rapport entre la durée d'utilité des actifs loués et leur durée de vie ;
- le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé ;
- l'existence d'un transfert de propriété ;
- l'existence d'une option d'achat favorable ;
- le caractère spécifique de l'actif.

### **3.8.1. Comptabilisation des contrats de location-financement**

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs utilisés dans le cadre de contrats location-financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles avec pour contrepartie une dette financière. L'actif est comptabilisé à la juste valeur de l'actif loué à la date de commencement du contrat ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux.

### **3.8.2. Comptabilisation des contrats de location simple**

Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

### **3.9. Autres actifs financiers**

Lorsqu'ils existent, les titres de participation des sociétés non consolidées sont enregistrés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'estimation si celle-ci est inférieure.

La valeur d'estimation des titres correspond à leur valeur d'utilité pour le Groupe et est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette ré-estimée et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'estimation est inférieure au coût d'acquisition.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les prêts long terme sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

### **3.10. Décomptabilisation des actifs financiers**

Les actifs financiers tels que définis par la norme IAS 32 sont sortis du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs et qu'il transfère substantiellement tous les risques et avantages liés aux actifs.

### **3.11. Actifs destinés à être cédés**

Un actif immobilisé, ou un groupe d'actifs et de passifs, sont classés comme destinés à être cédés quand leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue, la vente devant être hautement probable.

Une activité est considérée comme abandonnée selon les critères identiques à ceux utilisés pour déterminer les actifs destinés à être cédés.

Ces actifs ou cette activité sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

### **3.12. Actifs biologiques**

Un actif biologique est un animal ou une plante vivant.

Sont des actifs biologiques :

- Les futurs reproducteurs
- Les reproducteurs (poules pondeuses et mâles reproducteurs)
- Les œufs à couver
- Les volailles de chair

Les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- Les futurs reproducteurs sont valorisés au prix de revient car il n'existe aucune valeur de marché. La production des futurs reproducteurs n'est prévue que sur contrat.

- Les poules pondeuses sont valorisées au coût de revient duquel est retranché le prix de revient de chaque œuf à couver produit par la poule, au prorata du temps, jusqu'à un seuil correspondant au prix du marché de la poule de réforme ; Les mâles reproducteurs ne sont pas valorisés.

- Les œufs à couver sont évalués ainsi :

- o les œufs en attente d'incubation sont valorisés au prix de œufs acquis à l'extérieur ;
- o les œufs en incubation sont valorisés au prix des poussins acquis à l'extérieur auquel on applique le taux d'éclosion du mois en cours.

- Les volailles de chair sont évaluées ainsi :

- o Volaille « 100% végétal » : valorisation au prix du marché ;
- o Volaille certifiée : valorisation au prix de revient car il n'existe pas de marché pour la volaille certifiée.

De plus, nous procédons à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

### **3.13. Stocks**

Les stocks de matières consommables, pièces détachées et emballages sont évalués selon la méthode F.I.F.O.

Les stocks de produits finis sont évalués au prix du marché, après déduction des coûts de commercialisation.

### **3.14. Créances d'exploitation**

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

### **3.15. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

Les SICAV sont évaluées au cours du jour correspondant à la date de clôture de l'exercice.

### **3.16. Actions d'autocontrôle**

Les actions de la société mère qui sont détenues par la société mère sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

### **3.17. Pertes de valeur des actifs**

Les valeurs comptables des actifs, autres que les stocks, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages du personnel, sont revus à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Aucun test de dépréciation n'a été effectué sur le 1<sup>er</sup> semestre 2008.

#### **3.17.1. Détermination de la valeur recouvrable**

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. La valeur recouvrable d'un actif isolé, c'est-à-dire qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient. La valeur recouvrable des placements détenus jusqu'à leur échéance et des créances correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, déterminée en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des instruments financiers. Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

#### **3.17.2. Reprise d'une perte de valeur**

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

### **3.18. Passifs financiers et instruments dérivés**

#### **3.18.1. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers**

Les emprunts et passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts courus sur emprunt sont présentés sur la ligne « Partie courante des emprunts à long terme » du bilan.

#### **3.18.2. Instruments hybrides et instruments dérivés**

Il n'existe pas d'instruments dérivés dans le Groupe, c'est-à-dire qu'il n'y a aucun instrument financier ou autre contrat présentant les trois caractéristiques décrites au paragraphe 9 de la norme IAS 39 - Instruments financiers, comptabilisation et évaluation.

### **3.19. Gestion des risques**

Il est procédé à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

Comme nous le faisons depuis plusieurs années, nous essayons d'appréhender les risques pour la durée de la campagne, à l'exception du soja pour lequel des opportunités peuvent apparaître sur des périodes plus longues, soit 18 mois.

Le taux de couverture pour l'achat de nos principales matières premières au 30/06/2008 est de 50,50 % de nos besoins estimés jusqu'à la fin de l'exercice.

Le tonnage total prévu pour ces matières premières est de 63 000 tonnes (dont 31 763 tonnes couvertes).

### **3.20. Régimes de retraite, indemnités de cessation de service et autres avantages à long terme**

#### **3.20.1. Régimes de retraite : régimes à cotisations définies**

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées de la manière suivante : les engagements résultant des conventions collectives applicables aux sociétés du Groupe sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite. L'actualisation des engagements et la revalorisation des salaires ont été calculées par une méthode actuarielle et il est considéré que les départs se font à l'initiative du salarié. En ce qui concerne les modalités de départ à la retraite, l'hypothèse retenue est un départ à l'initiative du salarié lorsqu'il a suffisamment cotisé pour avoir une retraite à taux plein. Les âges de départ à la retraite sont de 64 ans pour les cadres, 63 ans pour les non cadres, 61 ans pour les employés et 60 ans pour les ouvriers.

Le taux d'actualisation retenu est de 5,75%.

Le taux de revalorisation des salaires retenu est de 3%.

### **3.20.2. Indemnités de cessation de services**

Les indemnités dues aux mandataires sociaux pour atteinte de la limite d'âge fixée par les statuts ont été provisionnées en prenant en compte les probabilités de présence dans l'entreprise à la date hypothétique du versement. Ces engagements correspondent au versement d'une indemnité en numéraire basée sur la rémunération des mandataires et font l'objet d'une actualisation.

### **3.20.3. Autres avantages à long terme**

Les médailles du travail sont provisionnées de la manière suivante : les gratifications versées par le groupe sont calculées salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue du versement de la gratification et au prorata des années de travail. Ces engagements font l'objet d'une actualisation.

### **3.21. Provisions**

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

### **3.22. Impôts**

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 - Impôts différés, les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

## **4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2008**

### **4.1. Variations du périmètre de consolidation et des pourcentages d'intérêts**

#### **4.1.1. DIALZO**

Au cours du premier semestre 2008, la société Duc a cédé 6.39% des actions DIALZO. Le pourcentage d'intérêt dans cette société passe de 46.19% à 39.80%.

L'écart entre le prix de cession des titres DIALZO (170 K€) et la quote-part de capitaux propres cédée (78 K€) correspond à la plus-value de cession des titres qui s'élève à 92 K€.

#### 4.1.2. DRB

DUC et la société bulgare SVS 98 ont créé la société DRB, société commune dédiée à la production et la commercialisation de poulets de qualité supérieure sur le circuit frais en Bulgarie.

DUC détient 40 % du capital de cette nouvelle société, à parité avec son partenaire, justifiant le choix de la méthode d'intégration proportionnelle.

#### 4.2. Modification des la valeur des actifs acquis lors de l'entrée dans le périmètre de la société COBRAL

Conformément à la norme IFRS 3, l'écart d'acquisition lié à la société COBRAL a été révisé. La juste valeur des immobilisations corporelles a été déterminée à l'intérieur du délai d'affectation sur la base d'une évaluation à dire d'expert effectuée par des évaluateurs professionnels qualifiés.

Suite à l'attribution de nouvelles valeurs aux immobilisations corporelles, il ressort un excédent de la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs acquis par rapport au coût de 115 K€. Cet écart a été comptabilisé en « Autres produits et charges opérationnelles ».

	<b>COBRAL ET COBRAL LACHEZE</b>
Ecart d'évaluation sur immobilisations corporelles	4 140
Divers	-21
Impôts différés à comptabiliser au moment de l'acquisition	-348
<b>TOTAL</b>	<b>3 771</b>
Ecart d'acquisition comptabilisé au 31/12/07	3 656
<b>Excédent inscrit en autre produit opérationnel</b>	<b>115</b>

### 4.3. Périmètre de consolidation au 30 juin 2008.

RAISON SOCIALE	SIREN	% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation	Résultat net après impôt 30/06/08
DUC, 89 Chailley	722 621 166			Mère	-2 551
<b>Sociétés consolidées</b>					
CHAROLLES ACCOUVAGE, 89 Chailley	382 094 092	100.00	100.00	IG	51
COBRAL LA CHEZE, 22 La Chèze	393 732 045	98.00	98.00	IG	-40
COBRAL, 56 Lorient	393 757 067	100.00	100.00	IG	-206
DIALZO, 24 Vergt	334 719 028	39.80	39.80	IG	-314
DRB, Bulgarie		40.00	40.00	IP	-5
DROME ACCOUVAGE, 89 Chailley	343 580 981	100.00	100.00	IG	24
DUC DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL, 89 Chailley	433 278 892	69.96	69.96	IG	-4
NUTRI-BOURGOGNE, 89 Chailley	401 735 352	100.00	100.00	IG	-70
ROTISSERIE DUC AUXERRE, 89 Chailley	450 509 823	100.00	100.00	IG	-2
ROTISSERIE DUC CHALON/SAONE, 89 Chailley	452 279 615	100.00	100.00	IG	-4
ROTISSERIE DUC DIJON, 89 Chailley	448 423 053	100.00	100.00	IG	-14
ROTISSERIE DUC DOLE, 89 Chailley	449 274 638	100.00	100.00	IG	-2
ROTISSERIE DUC FONTAINEBLEAU, 89 Chailley	448 655 134	100.00	100.00	IG	-7
SCEA DE VARENNES, 89 Chailley	384 018 644	99.90	99.90	IG	6
SCI DE LA TIRANDIERE, 89 Chailley	390 363 463	100.00	100.00	IG	
SCI DE VARENNES, 89 Chailley	385 025 440	100.00	100.00	IG	
SOVIGARD, 89 Chailley	339 457 178	100.00	100.00	IG	17

## 5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

VALEURS BRUTES	31/12/2007	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	30/06/2008
Marques	23				23
Logiciels	333	67			400
Droit au bail	70	52			122
Autres immos incorporelles	31			-21	10
<b>TOTAUX</b>	<b>457</b>	<b>119</b>		<b>-21</b>	<b>555</b>

AMORTISSEMENTS	31/12/2007	Dotations	Reprises	Autres mouvements	30/06/2008
Logiciels	279	18			297
Droit au bail	34	2			36
Autres immos incorporelles	7	1		-4	4
<b>TOTAUX</b>	<b>320</b>	<b>21</b>		<b>-4</b>	<b>337</b>

VALEURS NETTES	31/12/2007		30/06/2008
Marques	23		23
Logiciels	54		103
Droit au bail	36		86
Autres immos incorporelles	24		6
<b>TOTAUX</b>	<b>137</b>		<b>218</b>

Il n'y a pas actuellement de programmes de recherche et développement figurant dans les immobilisations incorporelles.

## 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

VALEURS BRUTES	31/12/2007	Acquisitions	Cessions	Justes valeurs COBRAL et COBRAL LACHEZE	Autres mouvements	30/06/2008
Terrains	3 049	167	-76	99		3 239
Terrains en crédit-bail	266			14		280
Constructions	25 442	1 422	-2		72	26 934
Constructions en crédit-bail	3 565			805	1	4 371
Matériel et outillage	14 778	2 895	-382	2 992	80	20 363
Matériel et outillage en crédit-bail	2 521	1 428		39	8	3 996
Autres immobilisations corporelles	529	103	-16	25	-4	637
Autres immos corporelles en crédit-bail	408					408
Immobilisations en cours	1 497	392			-83	1 806
<b>TOTAUX</b>	<b>52 055</b>	<b>6 407</b>	<b>-476</b>	<b>3 974</b>	<b>74</b>	<b>62 034</b>

AMORTISSEMENTS	31/12/2007	Dotations	Reprises	Justes valeurs COBRAL et COBRAL LACHEZE	Autres mouvements	30/06/2008
Terrains		2				2
Terrains en crédit-bail						
Constructions	11 522	531			27	12 080
Constructions en crédit-bail	379	219				598
Matériel et outillage	7 494	1 270	-195	50	-7	8 612
Matériel et outillage en crédit-bail	2 112	82			14	2 208
Autres immobilisations corporelles	243	61	-14		39	329
Autres immos corporelles en crédit-bail	389	4			1	394
<b>TOTAUX</b>	<b>22 139</b>	<b>2 169</b>	<b>-209</b>	<b>50</b>	<b>74</b>	<b>24 223</b>

VALEURS NETTES	31/12/2007
Terrains	3 049
Terrains en crédit-bail	266
Constructions	13 920
Constructions en crédit-bail	3 186
Matériel et outillage	7 284
Matériel et outillage en crédit-bail	409
Autres immobilisations corporelles	286
Autres immos corporelles en crédit-bail	19
Immobilisations en cours	1 497
<b>TOTAUX</b>	<b>29 916</b>

30/06/2008
3 237
280
14 854
3 773
11 751
1 788
308
14
1 806
<b>37 811</b>

## 7. IMMEUBLES DE PLACEMENT

VALEURS BRUTES	31/12/2007	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Justes valeurs COBRAL et LACHEZE	30/06/2008
Constructions	57					57
Constructions en crédit-bail	35				165	200
<b>TOTAUX</b>	<b>92</b>				<b>165</b>	<b>257</b>

AMORTISSEMENTS	31/12/2007	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Justes valeurs COBRAL et LACHEZE	30/06/2008
Constructions	57					57
Constructions en crédit-bail	3	22				25
<b>TOTAUX</b>	<b>60</b>	<b>22</b>				<b>82</b>

VALEURS NETTES	31/12/2007	30/06/2008
Constructions		
Constructions en crédit-bail	32	175
<b>TOTAUX</b>	<b>32</b>	<b>175</b>

## 8. ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES

Il s'agit du matériel d'exploitation des pâtisseries restant à céder, tels que prévus dans les mandats de vente confiés à différents agents immobiliers. La valeur de ces actifs à la clôture de l'exercice est nulle.

## 9. LOCATION-FINANCEMENT

	Crédit-bail mobilier	Crédit-bail immobilier	TOTAUX
Valeur nette comptable des biens en crédit-bail	1 802	4 228	6 030
<i>Montant des redevances restant à payer</i>			
A moins d'un an	409	568	977
De 1 à 5 ans	1 319	1 875	3 194
A plus de 5 ans	252	415	667

Dans les biens en crédit-bail mobilier sont inclus les biens dont la location a été assimilée à un contrat de crédit bail pour une valeur nette comptable de 33 K€.

Les autres biens sont inclus dans les immobilisations corporelles (voir note 6).

Les biens en crédit bail immobilier concernent l'ensemble immobilier à usage de bureaux édifié sur un terrain sis à Chailley. Cet ensemble a été racheté en décembre 2006 pour une valeur de 1 euro dans les comptes sociaux.

## 10. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

VALEURS BRUTES	31/12/2007	Acquisitions	Cessions	Variation de périmètre	30/06/2008
Prêts et autres immos fin.	3 586	52	-880		2 758
<b>TOTAUX</b>	<b>3 586</b>	<b>52</b>	<b>-880</b>		<b>2 758</b>

PROVISIONS	31/12/2007	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	30/06/2008
Prêts et autres immos fin.	11				11
<b>TOTAUX</b>	<b>11</b>				<b>11</b>

VALEURS NETTES	31/12/2007			30/06/2008
Prêts et autres immos fin.	3 575			2 747
<b>TOTAUX</b>	<b>3 575</b>			<b>2 747</b>

Au poste prêts et autres immobilisations financières figure le fonds de garantie de l'affacturage qui représente 10% de l'encours clients cédé chez DUC et 8% chez COBRAL.

## 11. IMPOTS DIFFERES

LIBELLE DES BASES	30/06/2008		31/12/2007		VARIATION
	BASES D'IDA	IDA	BASES D'IDA	IDA	
Reclassement des subventions en produits constatés d'avance	1 050	350	1 089	363	-13
Provision pour indemnités de retraite	2 027	676	1 617	539	137
Organic	199	66	319	106	-40
Provision pour autres avantages long terme	168	56	168	56	
Effort construction	67	22	81	27	-5
Déficits fiscaux	5 973	1 990	2 653	884	1 106
Provisions non déductibles			51	17	-17
Autres bases d'actifs d'impôts	38	13	18	6	7
<b>TOTAUX</b>	<b>9 522</b>	<b>3 173</b>	<b>5 996</b>	<b>1 999</b>	<b>1 174</b>

LIBELLE DES BASES	30/06/2008		31/12/2007		VARIATION
	BASES D'IDP	IDP	BASES D'IDP	IDP	
Provisions réglementées	2 362	787	2 385	795	-8
Réévaluation des immobilisations	5 465	1 822	2 927	976	846
Crédit-bail	1 650	550	444	148	402
Provision / titres d'autocontrôle	273	91	77	26	65
Provisions sur C/C groupe	276	92	114	38	54
<b>TOTAUX</b>	<b>10 026</b>	<b>3 342</b>	<b>5 947</b>	<b>1 982</b>	<b>1 360</b>

<b>IMPOT DIFFERE NET</b>	<b>-504</b>	<b>-169</b>	<b>49</b>	<b>16</b>	<b>-185</b>
--------------------------	-------------	-------------	-----------	-----------	-------------

Reclassement en "Actifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés"	-17	-16			
---	-----	-----	--	--	--

<b>ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES</b> <b>PASSIFS D'IMPOTS NON COURANTS</b>	<b>186</b>				
---	------------	--	--	--	--

L'impôt différé de 17 K€ concerne l'entreprise Dialzo et a donc été reclassé au poste « Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés ».

Les impôts différés sont présentés en nets cumulés par entité fiscale.

Au 30/06/2008, des impôts différés actif ont été activés sur une partie des déficits fiscaux du groupe fiscal Duc. Le montant activé correspond aux impôts différés passifs nets du groupe fiscal soit 917 K€.

## 12. ACTIFS BIOLOGIQUES

<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
Futurs reproducteurs	296	264	270
Reproducteurs	815	534	546
Œufs à couvrir	510	350	373
Volailles de chair	4 661	4 385	4 749
<b>TOTAUX</b>	<b>6 282</b>	<b>5 533</b>	<b>5 938</b>

<b>PROVISIONS</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
Futurs reproducteurs			
Reproducteurs			
Œufs à couvrir			
Volailles de chair			
<b>TOTAUX</b>			

<b>VALEURS NETTES</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
Futurs reproducteurs	296	264	270
Reproducteurs	815	534	546
Œufs à couvrir	510	350	373
Volailles de chair	4 661	4 385	4 749
<b>TOTAUX</b>	<b>6 282</b>	<b>5 533</b>	<b>5 938</b>

## 13. STOCKS

<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
Matières premières et approvisionnements	4 221	2 467	3 581
Produits finis	9 802	4 406	6 738
<b>TOTAUX</b>	<b>14 023</b>	<b>6 873</b>	<b>10 319</b>

<b>PROVISIONS</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
Matières premières et approvisionnements	133	35	33
Produits finis	1 057	638	667
<b>TOTAUX</b>	<b>1 190</b>	<b>673</b>	<b>700</b>

<b>VALEURS NETTES</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
Matières premières et approvisionnements	4 088	2 432	3 548
Produits finis	8 745	3 768	6 071
<b>TOTAUX</b>	<b>12 833</b>	<b>6 200</b>	<b>9 619</b>

## 14. CREANCES

### 14.1. Détail des créances

VALEURS BRUTES	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Clients	23 140	20 415	20 735
Clients douteux	579	434	432
Créances fiscales et sociales	2 717	1 979	2 742
Autres créances d'exploitation	24 466	26 859	24 546
<b>TOTAUX</b>	<b>50 902</b>	<b>49 687</b>	<b>48 455</b>

PROVISIONS	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Provision sur clients douteux	497	415	414
Provisions sur autres créances d'exploitation	21 132	21 231	21 737
<b>TOTAUX</b>	<b>21 629</b>	<b>21 646</b>	<b>22 151</b>

VALEURS NETTES	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Clients	23 140	20 415	20 735
Clients douteux	82	19	18
<i>Sous-total Clients et comptes rattachés</i>	<i>23 222</i>	<i>20 434</i>	<i>20 753</i>
Créances fiscales et sociales	2 717	1 979	2 742
Autres créances d'exploitation	3 334	5 628	2 808
<i>Sous-total Autres actifs courants</i>	<i>6 051</i>	<i>7 607</i>	<i>5 550</i>
<b>TOTAUX</b>	<b>29 273</b>	<b>28 041</b>	<b>26 303</b>

Les autres créances d'exploitation intègrent 21 115 K€ de compte courant envers BSA Bourgoin et BSAD totalement provisionnés.

### 14.2. Echancier des créances

VALEURS BRUTES	Montants	à 1 an au plus	plus d'un an moins de 5 ans
Clients	23 140	23 126	14
Clients douteux	579	579	
<i>Sous-total clients et comptes rattachés</i>	<i>23 719</i>	<i>23 705</i>	<i>14</i>
Créances fiscales et sociales	2 717	2 717	
Autres créances d'exploitation	24 466	23 942	524
<i>Sous-total Autres actifs courants</i>	<i>27 183</i>	<i>26 659</i>	<i>524</i>
<b>TOTAUX</b>	<b>50 902</b>	<b>50 364</b>	<b>538</b>

## 15. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

### 15.1. Décomposition de la trésorerie brute

<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
Comptes à terme et SICAV	1 200	3 651	1 000
Disponibilités	463	244	882
<b>TOTAUX</b>	<b>1 663</b>	<b>3 895</b>	<b>1 882</b>

<b>PROVISIONS</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
Comptes à terme et SICAV	37		
<b>TOTAUX</b>	<b>37</b>		

<b>VALEURS NETTES</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
Comptes à terme et SICAV	1 163	3 651	1 000
Disponibilités	463	244	882
<b>TOTAUX</b>	<b>1 626</b>	<b>3 895</b>	<b>1 882</b>

Les SICAV de trésorerie sont des placements sans risque.

### 15.2. Décomposition de la trésorerie nette / Rapprochement de la trésorerie nette avec la trésorerie du tableau des flux de trésorerie

	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
Trésorerie brute	1 626	3 895	1 882
Dettes financières à court terme (découverts bancaires)	-23 293	-18 438	-16 948
<b>Trésorerie nette</b>	<b>-21 667</b>	<b>-14 543</b>	<b>-15 066</b>

## 16. ACTIFS ET PASSIFS CONCERNANT UN ACTIF NON COURANT DESTINE A ETRE CEDE

DUC s'est engagé à céder l'intégralité de sa participation dans la société DIALZO en 2007. Ainsi, conformément à IFRS 5 - Actifs non courant détenus en vue de la vente et activités abandonnées, DIALZO continue à être intégrée globalement avec poursuite de la prise en compte du résultat de son activité et ses actifs et passifs sont classés sur une ligne spécifique du bilan consolidé, à l'actif et au passif.

	<b>Montants</b>
<i>Immobilisations incorporelles - Valeur brute</i>	135
<i>Immobilisations incorporelles - Amortissements</i>	80
Sous-total Immobilisations incorporelles	55
<i>Immobilisations corporelles - Valeur brute</i>	2 026
<i>Immobilisations corporelles - Amortissements</i>	360
Sous-total Immobilisations corporelles	1 666
Autres actifs non courants	
Actifs d'impôt différé	17
Stocks	778
Autres actifs courants	287
Trésorerie et équivalent de trésorerie	90
<b>Actifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés</b>	<b>2 893</b>

	<b>Montants</b>
Provision pour indemnités de retraite	44
Dettes financières	684
Autres passifs courants	1 275
<b>Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés</b>	<b>2 003</b>

## 17. CAPITAUX PROPRES

### 17.1. Capital social

	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
Nombre de titres	1 802 688	1 802 688	1 802 688
Valeur nominale (en euros)	9	9	9
<b>CAPITAL SOCIAL</b>	<b>16 764 998</b>	<b>16 764 998</b>	<b>16 764 998</b>
Nombre d'actions en possession de l'entreprise	47 447	23 447	37 278
<b>Nombre d'actions en circulation</b>	<b>1 755 241</b>	<b>1 779 241</b>	<b>1 765 410</b>

Aucune distribution de dividende relative à l'exercice 2007 n'est prévue en 2008.  
Il n'y a eu aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

### 17.2. Autres réserves

	<b>30/06/2008</b>	<b>30/06/2007</b>	<b>31/12/2007</b>
Prime d'émission	6 892	6 904	6 890
Report à nouveau	-10 337	-14 745	-14 745
Ecart de réévaluation société mère	514	430	514
Réserves consolidées	6 220	6 315	6 282
<b>Autres réserves</b>	<b>3 289</b>	<b>-1 096</b>	<b>-1 059</b>

## 18. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	PROVISIONS LONG TERME				PROVISIONS COURT TERME			
	Provisions pour indemnités de départ en retraite	Provisions pour médailles du travail	Provisions pour autres avantages long terme	Provisions pour restructuration	TOTAL	Provisions pour litiges prudhommaux	Provisions pour autres litiges	TOTAL
Valeur au 31/12/2007	1 802	196	20	51	2 069	40	579	619
Variation de périmètre								
Augmentation des provisions	181	38			219		110	110
Montants repris utilisés				-51	-51	-20		-20
Montants repris non utilisés						-20	-445	-465
Valeur au 30/06/08	1 983	234	20		2 237		244	244

## 19. PASSIFS FINANCIERS

### 19.1. Endettement net

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Emprunts et dettes financières à long terme	6 578	61	2 510
Partie courante des dettes financières à long terme	1 280	344	854
Autres passifs non courants	330	4 429	630
Dettes financières à court terme	23 293	18 438	16 948
<b>Dettes financières</b>	<b>31 481</b>	<b>23 272</b>	<b>20 942</b>

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Dettes financières	31 481	23 272	20 942
Trésorerie active	1 626	3 895	1 882
<b>Endettement net</b>	<b>29 855</b>	<b>19 377</b>	<b>21 782</b>

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Trésorerie brute	1 626	3 895	1 882
Dettes financières à court terme (découverts bancaires)	-23 293	-18 438	-16 948
<b>Trésorerie nette</b>	<b>-21 667</b>	<b>-14 543</b>	<b>-15 066</b>

Taux d'emprunt à long terme (fixe) : Euribor 3 mois

Taux d'emprunt à court terme (fixe) : Euribor 3 mois + 0.8%

### 19.2. Echéance des passifs financiers

	Montant	A 1 an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des ets de crédit à plus d'un an à l'origine	3 823	504	2 582	737
Dettes financières de crédit-bail à un an maximum à l'origine	23 293	23 293		
Autres dettes financières	3 916	724	2 507	685
Autres passifs non courants	119	53	44	22
	330		330	-
	<b>30/06/2008</b>	<b>31 481</b>	<b>24 574</b>	<b>5 463</b>
	<b>31/12/2007</b>	<b>20 942</b>	<b>17 802</b>	<b>2 634</b>
				<b>1 444</b>
				<b>506</b>

Dans les emprunts auprès des établissements de crédit est inclus l'affacturage pour un montant de 17 109 K€ au 30/06/08.

A l'actif du bilan, l'affacturage reste inscrit en comptes clients car la gestion du poste clients est conservée par la société Duc.

La mise en place de l'affacturage constitue un moyen de financement des besoins de trésorerie, le poste client Duc est cédé à hauteur de 79 %.

Chez Cobral, le factor est en full service c'est-à-dire qu'ils ont la gestion du portefeuille client à 100%.

Les charges financières s'élèvent, au cours du premier semestre 2008, à 481 K€ et les commissions d'affacturage sur la même période sont de 107 K€.

## 20. AUTRES PASSIFS COURANTS

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Dettes fiscales et sociales	11 736	9 860	11 593
Produits différés	1 621	1 383	1 695
Autres dettes courantes	3 183	1 051	1 952
<b>TOTAUX</b>	<b>16 540</b>	<b>12 294</b>	<b>15 240</b>

Les autres passifs courants ont une échéance à moins d'un an, à l'exception :

- d'un montant de 409 K€ qui figure en dettes sociales et fiscales ;
- d'un montant de 1 162 K€ qui figure en produits différés.

D'autre part, les dettes fiscales et sociales comprennent :

- 492 K€ de moratoire,
- 706 K€ de dettes vis-à-vis des autres organismes sociaux avec lesquels nous avons obtenu un étalement de paiement.

Les produits différés comprennent notamment les subventions liées à la station d'épuration pour 1 035 K€.

## 21. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

VALEURS NETTES	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Variations des actifs biologiques	344	20	425
Variation des stocks	3 214	2 478	5 897
Variation des clients	2 468	7 599	7 918
Variation de l'actif d'impôt exigible		-54	-54
Variation des autres actifs courants	501	5 172	3 115
Variation des fournisseurs	-823	-3 641	-6 892
Variation des passifs d'impôt courants	-9	9	19
Variation des autres passifs courants	-1 300	-1 490	-4 257
<b>VARIATION apparente DU BFR</b>	<b>4 395</b>	<b>10 093</b>	<b>6 171</b>
<b>Variation des dettes sur immobilisations</b>			<b>410</b>
<b>Variation de BFR liée aux variations de périmètre</b>			<b>-664</b>
<b>VARIATION réelle DU BFR</b>	<b>4 395</b>	<b>10 093</b>	<b>7 245</b>

## 22. INFORMATION SECTORIELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Spécialiste de la volaille de qualité, Duc propose une gamme complète et variée de volailles (poulets et dindes) label rouge, certifiées et standards. Il est clairement établi que les lignes de produits vendus ne présentent pas des taux de rentabilité, des possibilités de croissance, des perspectives d'avenir et des risques différents.

De plus, la nature des procédés utilisés, les catégories de clients (libre service, rôtissoires et grossistes) auxquels sont destinés les produits, et les méthodes de distribution utilisées sont identiques quel que soit le type de volailles.

Il n'existe donc qu'un secteur d'activité au sein du Groupe : la volaille.

Par ailleurs, toutes les activités du Groupe sont implantées en France et les marchés sont principalement localisés en France (plus de 90%). En conséquence, le secteur géographique est unique et se limite au territoire national.

## 23. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

ZONES GEOGRAPHIQUES	France	Export	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Ventes de marchandises	2	92	94	1	88
Production vendue de biens	96 952	6 696	103 648	80 615	169 644
Prestations de services	1 684	15	1 699	1 091	2 325
Frais de publicité	-2 320		-2 320	-2 479	-4 688
<b>TOTAUX</b>	<b>96 318</b>	<b>6 803</b>	<b>103 121</b>	<b>79 228</b>	<b>167 369</b>

## 24. ACHATS CONSOMMES

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Achats de mat. prem. et autres approv.	57 416	38 450	83 075
Achats non stockés de matières et fourn.	2 231	1 412	3 005
Achats de marchandises	326	301	550
<b>TOTAUX</b>	<b>59 973</b>	<b>40 163</b>	<b>86 630</b>

## 25. CHARGES EXTERNES

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Sous traitance	1 356	715	1 643
Locations	923	422	855
Entretiens et réparations	2 575	1 581	3 239
Primes d'assurance	393	360	727
Personnel extérieur	3 978	3 521	7 367
Transports de biens	7 186	5 665	11 894
Déplacements, missions et réceptions	232	159	315
Autres services extérieurs	10 793	11 054	22 982
<b>TOTAUX</b>	<b>27 436</b>	<b>23 477</b>	<b>49 022</b>

Au 30/06/2008, les autres services extérieurs comprennent notamment les rémunérations des éleveurs pour 6 550 K€ et le façonnage confié à des prestataires pour 2 602 K€ (abattage des dindes, ...).

## 26. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Sur immobilisations incorporelles	21	20	75
Sur immobilisations corporelles	2 171	1 189	2 525
Sur immeubles de placement	22		3
Dotations aux amortissements concernant un actif destiné à être cédé	69	77	
<b>TOTAUX</b>	<b>2 283</b>	<b>1 286</b>	<b>2 603</b>

## 27. DOTATIONS ET REPRISES DE PROVISIONS

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Variation des provisions / actif circulant	-526	-676	-321
Variation des provisions pour médailles du travail	-38	-7	4
Variation des provisions court terme	-110		10
Variation des provisions pour IFC	-181	-68	-86
Reprise de la provision pour restructuration	51		
Autres dotations et reprises de provisions	431		-66
<b>TOTAUX</b>	<b>-373</b>	<b>-751</b>	<b>-459</b>

## 28. PERSONNEL

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Salaires et traitements	12 812	9 588	19 738
Charges sociales	4 897	3 889	7 768
<b>TOTAUX</b>	<b>17 709</b>	<b>13 477</b>	<b>27 506</b>

## 29. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Perte de valeur des immob. destinées à être cédées			11
Plus ou moins values de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	189	-12	12
Reprise en résultat des subventions liées à des actifs	82		94
Autres produits et charges d'exploitation	138	202	4 304
<b>TOTAUX</b>	<b>409</b>	<b>190</b>	<b>4 421</b>

## 30. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Intérêts bancaires	524	405	904
Intérêts liés aux dettes de crédit-bail	90	7	25
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>614</b>	<b>412</b>	<b>929</b>

### 31. IMPOT SUR LES BENEFICES

La charge d'impôts de la période s'analyse comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Impôts courants		-4	40
Impôts différés	125	-1	-39
<b>TOTAUX</b>	<b>125</b>	<b>-5</b>	<b>1</b>

### 32. RESULTATS PAR ACTION

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
<i>Numérateur (en milliers d'euros)</i>			
Résultat net part du Groupe	-3 053	241	4 095
<i>Dénominateur (en milliers d'actions)</i>			
Nombre moyen d'actions de base	1 767	1 327	1 551
Nombre d'actions potentielles dilutives			
Nombre moyen d'actions dilué			
<b>RESULTAT PAR ACTION (en euros)</b>	<b>-1.73</b>	<b>0.23</b>	<b>2.36</b>
<b>RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)</b>	<b>-1.73</b>	<b>0.23</b>	<b>2.36</b>

Au 30/06/2008, le capital est composé de 1 802 688 actions de 9.30 € de nominal chacune, entièrement libérées.

Le nombre d'actions en circulation correspond à l'écart entre le nombre d'actions composant le capital, soit 1802 688 actions et le nombre d'actions en autocontrôle, soit 47 447 actions. Il s'élève donc au 30/06/2008 à 1 755 241 actions.

### 33. ENGAGEMENTS

#### 33.1. Engagements financiers donnés

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Intérêts sur emprunts non échus	564	9	18
<b>TOTAUX</b>	<b>564</b>	<b>9</b>	<b>18</b>

#### 33.2. Engagements financiers versés

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Dépôts de garantie / emprunts	11	11	11
<b>TOTAUX</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>11</b>

### 33.3. Autres engagements

La société DUC a consenti à la Banque Populaire de Bourgogne un nantissement sur son fonds de commerce en garantie du remboursement d'un prêt de 610 K€ euros en principal, à compter de mars 2002 et jusqu'au complet remboursement du prêt en 2009.

Au titre d'un marché relatif à des travaux de production frigorifique, la société DUC a remis une caution de 704.3 K€ émise par la banque Palatine à la société Johson Controls Industries.

La Société DUC a consenti, au profit de la Société de droit bulgare PROVIMI Sarl-Filiale, pour une durée illimitée une garantie à première demande du paiement des dettes commerciales liées à l'approvisionnement en aliments destinés aux volailles en élevage commun avec la Société DRB DA en cas de défaillance de cette dernière et ce dans la limite d'un montant total de 340.000 €.

La Société DUC s'est portée caution, au profit du Crédit Agricole, de crédit de trésorerie accordé à la Société COBRAL à hauteur de la somme de 400.000 €.

### 34. PARTIES LIEES

	30/06/2008		30/06/2007		31/12/2007	
	Solde	Intérêts	Solde	Intérêts versés	Solde	Intérêts versés
Compte-courant	18	1	105	53	18	53
<b>TOTAUX</b>	<b>18</b>	<b>1</b>	<b>105</b>	<b>53</b>	<b>18</b>	<b>53</b>

### 35. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Il n'y a aucun actif et passif éventuels sur l'exercice.

### 36. JETONS DE PRESENCE

Il n'y a pas eu de jetons de présence versés aux membres non salariés du conseil d'administration de DUC en 2008 et en 2007.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION  
FINANCIERE SEMESTRIELLE 2008**

**DUC**

Société Anonyme

Grande Rue  
89770 CHAILLEY

---

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur l'information financière semestrielle  
2008**

Comptes consolidés condensés  
Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2008

Synergie-Audit  
111, rue Cardinet  
  
75017 Paris

Deloitte & Associés  
185, avenue Charles-de-Gaulle  
B.P. 136  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## DUC

Société Anonyme  
Grande Rue  
89770 CHAILLEY

---

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2008

Comptes consolidés condensés  
Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2008

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DUC, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques.

Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 août 2008

Les Commissaires aux Comptes

Synergie-Audit

Deloitte & Associés

Michel BACHETTE-PEYRADE

Alain PENANGUER